

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
18
- Pouvoirs :
-
- Votants :
-

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**RAPPORT DANS LE CADRE DU DEBAT DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE SUR LA PROTECTION
SOCIALE COMPLEMENTAIRE**

Le 24 février 2022, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 07 février 2022, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 18 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Louisa COUPPEY, Claire GUEROULT, Virginie LUCOT-AVRIL, Dominique TESSIER.
MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Gérard COLIN, Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Dominique METOT, Nicolas ROULY, Didier TERRIER, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléants

Mme Patricia RENOU.
MM. Pierre AUBRY, Laurent JACQUES.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Commandant Julien HURE, le Capitaine Jean-Bernard BOCLET, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL et Mme Gladys TEINTURIER.

III. Membre de droit :

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU - représentée, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK - représentée, Christine MOREL -représentée.
MM. Julien DEMAZURE, Florent SAINT-MARTIN, le Colonel Rémy WECLAWIAK, le Capitaine Nicolas VACLE – représenté, Pascal GRESSER, Payeur départemental.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
Ressources et moyens	Préserver, optimiser et adapter la RH	Permettre l'épanouissement personnel

Vu :

- le code général des collectivités territoriales,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,
- l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique.

*

* *

Prise en application de l'article 40 de la loi du 06 août 2019 de transformation de la fonction publique, l'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 impose aux employeurs publics, à l'instar du secteur privé, de participer au financement d'une partie des garanties de la protection sociale complémentaire de leurs agents quel que soit leur statut.

Dans l'attente des décrets d'application qui devraient paraître prochainement, un certain nombre de dispositions sont d'ores et déjà connues.

Ainsi, la **participation financière des employeurs publics, jusqu'à présent facultative, deviendra obligatoire** au :

- **1^{er} janvier 2025** pour les contrats de prévoyance souscrits par la voie de la labellisation ou de la convention de participation. L'aide de l'employeur sera au minimum de 20% d'un montant de référence précisé par décret,
- **1^{er} janvier 2026** pour les contrats de santé souscrits par la voie de la labellisation ou de la convention de participation. L'aide de l'employeur sera alors de 50% minimum d'un montant de référence précisé par décret.

Néanmoins, pour les conventions de participation déjà mise en place avant le 1^{er} janvier 2022, les dispositions de l'ordonnance ne seront applicables aux employeurs publics qu'au terme des conventions.

Pour la mise en œuvre de cette réforme au niveau local, l'ordonnance prévoit que les collectivités et leurs établissements organisent, au sein de leurs assemblées délibérantes, un **débat sur la protection sociale complémentaire** dans un délai d'un an à compter de la publication de l'ordonnance, soit avant le 18 février 2022 puis, régulièrement, dans un délai de 6 mois à la suite du renouvellement général de ces assemblées.

Ce débat doit notamment porter sur les enjeux de la protection sociale complémentaire, la nature des garanties envisagées, le niveau de participation de la collectivité et sa trajectoire, le calendrier de mise en œuvre et l'éventuel caractère obligatoire des contrats sur accord majoritaire.

Concernant ce dernier point, il est rappelé que l'ordonnance n°2021-174 du 17 février 2021 relative à la négociation et aux accords collectifs dans la fonction publique, prévoit que des accords peuvent être conclus et signés au niveau local dans le cadre de négociations entre les organisations syndicales représentatives de fonctionnaires et l'autorité territoriale. En cas d'**accord majoritaire** portant sur les modalités de la mise en place d'un contrat collectif (convention de participation), cet accord pourra prévoir :

- le niveau de participation de l'employeur au financement de la protection sociale complémentaire en « santé » et/ou « prévoyance ».
- l'adhésion obligatoire des agents à tout ou partie des garanties que ce/ces contrats collectifs comportent.

La protection sociale au sein du Sdis 76

Le Sdis 76 s'est inscrit dans une démarche volontariste concernant la protection sociale des personnels depuis le 1^{er} janvier 2013.

La complémentaire santé :

Le Sdis 76 avait souscrit une convention de participation, à adhésion facultative, pour la complémentaire santé pour l'ensemble du personnel avec EOV Mutuelle à compter du 1^{er} janvier 2013 pour une durée de 6 ans renouvelée un an soit jusqu'au 31 décembre 2019. Les personnels bénéficiaient d'un contrat de groupe sans participation financière du service.

Face au constat d'un contrat largement déficitaire pour la mutuelle et au risque d'un nouveau contrat très défavorable aux personnels considérant ces résultats, le choix du service s'est orienté vers la seconde formule envisageable, la labellisation. Aussi, depuis le 1^{er} janvier 2020, les personnels peuvent choisir leur contrat de complémentaire santé et s'ils ont souscrit à un contrat labellisé, ils bénéficient d'une participation du service à hauteur de 10 euros net par mois. Au 31 décembre 2021, 491 personnels percevaient cette participation. Le coût de la participation du service est de 66 020 euros pour l'année 2021.

La prévoyance :

Du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2019, un contrat de participation avait été conclu avec la mutuelle Intérieure et le service participait à la cotisation des personnels à hauteur de l'intégralité de la cotisation de l'option de base permettant de couvrir le risque incapacité temporaire de travail à hauteur de 85 % du salaire brut.

Les résultats très favorables obtenus durant la durée du contrat, ont permis de relancer un marché pour un nouveau contrat de participation pour la prévoyance permettant de bénéficier de meilleures garanties de couverture des risques et l'augmentation de la participation du Sdis.

Le nouveau contrat conclu avec la MNT a pris effet au 1^{er} janvier 2020 et se termine au 31 décembre 2025 avec possibilité de le prolonger d'un an pour un motif d'intérêt général. Ce contrat comprend les garanties suivantes :

	Garanties	Prestations	Taux
Base	Incapacité de travail	95% TIN + NBI + RI nets	0,55 % Pris en charge par le service
Options individuelles	Invalidité	95% TIN + NBI + RI nets	0,32 %
	Perte de retraite	100 % de la perte de retraite nette	0,13 %
	Décès / PTIA	100% du traitement de référence annuel net	0,29 %

Les taux sont garantis pendant une durée de 4 ans par le prestataire quel que soit les résultats et la hausse éventuelle sera limitée à 5 % par an. Un premier bilan réalisé sur l'année 2020 a permis d'atteindre l'objectif d'adhésion de 80 % des personnels.

Actuellement, 939 agents ont souscrits au contrat et la participation du Sdis est comprise entre 9,16 euros et 55,90 euros mensuels par agent. Le coût pour le service sur l'année 2021 représente 182 382 euros.

La mise en place d'un calendrier de travail

Des négociations sont actuellement en cours entre le ministère de la Transformation et de la Fonction publique et les organisations syndicales sur les montants de référence.

Aussi, il est proposé de fixer dans le cadre des réunions mensuelles du dialogue social, un calendrier de travail et de discussions avec les différentes organisations syndicales lorsque l'ensemble des éléments sera connu.

*

* *

Les membres du Conseil d'administration ont pris connaissance du débat et en ont débattu.

Le Président du Conseil d'administration,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20220224-DCA-2022-003-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/02/2022

Affichage : 25/02/2022

Pour l'autorité compétente par délégation



André GAUTIER